

États souverains à l'autodétermination. Ces principes ont été honteusement violés au Kampuchéa où une force d'occupation de plus de 200 000 hommes maintient au pouvoir un régime qu'elle a elle-même installé. La communauté internationale ne peut accepter que l'on fasse ainsi fi de ces principes, principes qu'a d'ailleurs souvent fait siens hier l'agresseur d'aujourd'hui. Le Canada estime que les nations qui ne sont pas représentées ici souscrivent néanmoins toujours à ces principes universels et il exhorte ces pays à y adhérer en pratique aussi bien qu'en théorie, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité mondiales. J'ai utilisé le mot " mondial " à dessein ; en effet, nous ne savons que trop bien que les événements en Indochine ont des retombées tragiques dans toute la région et des répercussions à l'échelle internationale.

Il faut jeter les bases d'un Kampuchéa libre

Les raisons qui ont amené le Vietnam à envahir et à occuper le Kampuchéa sont moins importantes que la nécessité de mettre un terme aux violations des règles du droit international dans ce pays. Pour sa part, le Canada n'est pas intéressé à récriminer contre le Vietnam et ses agissements au Kampuchéa. Nous souhaitons seulement que soient créées les conditions nécessaires à l'établissement au Kampuchéa d'un gouvernement qui traduise de la façon la plus fidèle et la plus pratique la volonté politique du plus grand nombre d'habitants de ce pays. Le Canada est persuadé que les pays représentés ici partagent son point de vue. Nous sommes réunis non pas pour dénoncer le Vietnam, mais pour jeter les bases d'un Kampuchéa libre et indépendant.

Pendant combien de temps encore le peuple kampuchéen doit-il souffrir ? D'ailleurs, pendant combien de temps le peuple vietnamien doit-il souffrir alors que le gouvernement de ce pays continue d'affecter ses ressources à des entreprises militaires ? Ces deux dernières années, la nation khmère, presque anéantie par les atrocités du régime Pol Pot, a commencé à revivre grâce aux secours remarquables de divers organismes des Nations Unies, de la Croix-Rouge internationale et de nombreux organismes non gouvernementaux. Plus particulièrement, il y a lieu de noter l'accueil généreux et humanitaire réservé aux réfugiés d'Indochine par les pays de premier asile en Asie du Sud-Est.

Un retour aux politiques génocides de Pol Pot ne peut — et ne doit jamais — se réaliser. Je sais qu'il y a unanimité à cet égard. Cependant, le grand travail humanitaire au Kampuchéa ne comptera pour rien si les hostilités continuent et s'il n'est pas permis au peuple kampuchéen de développer son pays sans ingérence de l'extérieur. La guerre est le principal ennemi du développement ; le prix de ce fléau est extrêmement élevé pour tous, à court et à long terme.

Toute cette souffrance est-elle nécessaire ?

Le Canada participe depuis de longues années aux efforts déployés pour assurer la stabilité dans le Sud-Est asiatique et pour permettre le développement et le progrès dans cette région. Nous avons vu quel a été le coût de la guerre pour les États indochinois et quels ont été les bienfaits de la paix pour les autres pays de la région. Face à cette réalité, une question s'impose d'urgence : " Toute cette souffrance est-elle nécessaire ? " Nous maintenons que les fins politiques nées de futilités craintes et méfiances ne sauraient jamais justifier d'interminables souffrances humaines et le déni des droits fondamentaux de la personne.

Diverses solutions au problème kampuchéen nous ont été proposées, dont un cessez-